

Un clap de fin et une claque pour le personnel



Une fin des discussions au goût amer. Après deux mois de consultation obligatoire, les élus du personnel ont fini par émettre lundi 27 mai un avis négatif sur le projet de Plan de départs volontaires (PDV). Malgré ce refus, la direction va quand même pouvoir mettre en œuvre son plan et il y aura bien au final la suppression nette de 95 postes et la « localisation » de 13 postes d'expatriés (sans compter la suppression de 2 postes « expat »), premier volet du Plan de transformation de l'Agence du PDG.

Des avancées mais pas de percée

Certes, il y a eu le retrait du PDV de deux postes de chef de quart, avec maintien de ce service qui était de facto menacé d'externalisation, ainsi que le sauvetage de deux postes de producteur texte (Infos générales et Service économique).

Certes, il y a eu des améliorations sur les conditions de départs, à ceci près que l'AFP va pour la première fois aider des journalistes à partir en reconversion professionnelle ou dans un autre média. Trois départs (sur 28) sont désormais réservés aux « projets professionnels » dans cette catégorie...

Mais difficile de se voiler la face : **faute d'avoir su mobiliser les salariés de l'Agence pour engager un rapport de force avec la direction, les élus du personnel n'ont pas obtenu de percée.** La direction a reculé – par peur d'une mobilisation – quand elle a senti une résistance, comme après la publication de lettres ouvertes émanant de trois services de production texte.

Pas de victoires mais un répit

La direction n'a donc opéré que des retraits tactiques mais sans lâcher trop de lest. Car son raisonnement est avant tout comptable et la masse salariale est sa seule variable d'ajustement.

Et si la direction a lâché des postes dans le PDV, elle a clairement dit qu'elle les reprendrait plus tard. Il ne s'agit donc que d'un répit et nous regrettons

que les syndicats ne se soient pas unis pour contrer les projets de la direction.

Risque de surcharge de travail

Plus inquiétant encore : la direction n'a pas su, au fil des réunions extraordinaires du Comité social et économique (CSE), démontrer que les suppressions de postes n'allaient pas engendrer une surcharge de travail pour les salariés qui restent.

Nous devons la croire sur parole sur le fait que les pertes d'effectifs seront compensées par les « mutualisations », « synergies » et autres « nouveaux outils informatiques ». Ce sont bien entendu des arguments fallacieux, ne serait-ce qu'à voir l'efficacité des derniers outils mis en œuvre à l'AFP (Iris, Chronos, etc.)

Côté rédaction, on cherche toujours où seront les économies de charges de travail dans les services touchés. « *Faire moins, mais mieux* », nous rétorquent les hauts gradés de la rédaction, sans pouvoir nous dire quel pan de la couverture de l'AFP, quelle actualité, fera les frais de cette réduction de la voilure.

Pire ! Ce sera aux chefs de service de mettre en musique une réorganisation qu'ils n'ont pas choisie et de faire les choix rédactionnels induits. Interrogé en CSE sur ce fardeau qui allait leur incomber, le PDG a résumé son état d'esprit : « *C'est bien le travail des chefs de service, ou alors je ne sais pas ce qu'ils font* ».

Restons combattifs !

Aujourd'hui, il ne reste plus que l'étape de l'homologation du PDV par la Direction régionale du Travail (Direccte) avant sa mise en œuvre unilatérale par la direction de l'Agence.

Et quand viendront les premiers départs en octobre 2019, nous serons sans doute confrontés à de nombreux problèmes d'organisation et potentiellement de surcharge de travail.

Malheureusement, les sacrifices du personnel n'en resteront probablement pas là...

Seule la mobilisation du personnel permettra de garantir des conditions de travail décentes et de protéger la mission d'intérêt général de l'AFP.

Tous ensemble, combattons le Plan Fries !

Paris, le 3 juin 2019

SUD-AFP (Solidaires-Unitaires-Démocratiques)

